

COMMUNIQUE

PLF 2017 : Une logique d'économies pénalisant la croissance, l'emploi et le service public républicain

Si le gouvernement parvient à réaliser ses objectifs, 46 mds d'économies en dépenses publiques auront été réalisées sur la période 2015-2017. Force Ouvrière dénonce depuis le début cette logique néolibérale de ce plan d'économies dont l'impact négatif sur la croissance, la consommation et l'emploi est aujourd'hui largement admis. Face aux engagements européens, la marche budgétaire pour 2017 s'annonce encore haute à franchir. Si l'on peut se féliciter du renforcement des dépenses de l'Etat à hauteur de 5,7 milliards, des économies d'un montant de 10 milliards devront encore être dégagées sur les dépenses de l'Etat, des collectivités et sur celles de la Sécurité sociale. Alors que l'investissement ne soutient toujours pas la croissance malgré plus de 110 mds cumulés de baisse de prélèvements obligatoires consentis aux entreprises, sans contrepartie ni contrôle depuis 2014, cette troisième coupe budgétaire risque de coûter cher en points de croissance perdus, en chômage mais également du point de vue de la capacité de nos services publics à remplir leur mission.

Pour Force Ouvrière, la désertification des services publics, notamment en milieu rural, est source de problèmes importants tant au plan social et économique qu'au plan démocratique.

La stratégie poursuivie par le PLF 2017 s'inscrit donc dans la continuité de celle initiée depuis 2015. Il s'agit toujours de faire financer une politique de l'offre, à hauteur de 40 mds en 2017, et qui se révèle inefficace pour relancer l'activité et l'emploi, par des économies sur l'action publique et par un transfert fiscal sur les ménages. Réduire le nombre de ménages redevables de l'IR et augmenter le caractère concentré du seul impôt progressif n'est pas la bonne solution lorsqu'en parallèle, c'est en fait la fiscalité proportionnelle qui continue d'augmenter, accentuant encore le caractère déséquilibré de notre système fiscal.

Pour finir, Force Ouvrière est opposée à la mise en œuvre du prélèvement à la source que le PLF 2017 officialise car il est source d'une complexification inutile de l'IR, sans bénéfice réel pour les contribuables et dont les risques en termes de pertes de recettes sont sous-évalués.

Paris, le 28 septembre 2016

Contact : **Pascal PAVAGEAU**, Secrétaire Confédéral

☎ 01 40 52 84 45 - 📠 06 76 77 70 39 - ✉ pascal.pavageau@force-ouvriere.fr